

Audience publique du 18 août 2010

Recours formé par
Monsieur ... et consorts,
contre une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière de protection internationale (art. 19 L.5.5.2006)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 26738 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 22 mars 2010 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Iran), de Madame ..., née le ... à ... (Iran) agissant en leurs noms propres et pour le compte de leur fils mineur ..., né le ... à ... (Grèce), tous de nationalité iranienne, demeurant actuellement ensemble à L-..., tendant, d'une part, à la réformation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 20 janvier 2010 portant refus de leur demande de protection internationale et, d'autre part, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire inscrit dans la même décision ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 28 avril 2010 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport ainsi que Maître Shirley FREYERMUTH, en remplacement de Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Monsieur le délégué du gouvernement Daniel RUPPERT en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 5 juillet 2010.

En date du 16 décembre 2008 respectivement du 20 avril 2009, Madame ..., accompagnée de son enfant mineur ..., et Monsieur ... introduisirent auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après dénommée « la loi du 5 mai 2006 ».

Le 17 décembre 2008, Madame ... fut entendue par un agent de la police grand-ducale sur son identité et l'itinéraire suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg.

Elle fut entendue en date des 24 février et 25 mars 2009 par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Le 23 avril 2009, Monsieur ... fut entendu par un agent de la police grand-ducale sur son identité et l'itinéraire suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg.

Il fut entendu en date des 12 août et 17 septembre 2009 par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Les époux firent encore chacune l'objet d'une audition complémentaire en date du 21 octobre 2009.

Par décision du 20 janvier 2010, expédiée par lettre recommandée le 19 février 2010, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, ci-après dénommé « le ministre », informa Monsieur ... et Madame ..., ci-après dénommés « les conjoints ...-... », que leur demande de protection internationale avait été rejetée comme étant non fondée. Cette décision est libellée comme suit :

« [...] J'ai l'honneur de me référer à vos demandes en obtention d'une protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentées auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères, vous Madame, en date du 16 décembre 2008 et vous, Monsieur, le 20 avril 2009.

En application de la loi précitée du 5 mai 2006, vos demandes de protection internationale ont été évaluées par rapport aux conditions d'obtention du statut de réfugié et de celles d'obtention du statut conféré par la protection subsidiaire.

En mains les rapports du Service de Police Judiciaire des 17 décembre 2008 et 23 avril 2009 ainsi que les rapports d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères datés des 24 février, 25 mars, 21 octobre 2009 et des 12 août, 17 septembre et 21 octobre 2009.

Madame, il ressort du rapport du Service de Police Judiciaire du 17 décembre 2008 que vous auriez quitté votre pays clandestinement avec votre mari pour aller vivre à Athènes où vous auriez vécu pendant trois ans et deux mois avant de venir ici. Vous n'auriez jamais été déclarée officiellement en Grèce mais vous y auriez vécu clandestinement. Au moment de la naissance de votre fils, vous auriez voulu l'inscrire à l'état civil grec mais on vous aurait dit d'aller déclarer votre enfant à l'ambassade d'Iran. Vous seriez allée à l'ambassade d'Iran, mais on aurait aussi refusé de recevoir votre déclaration car votre fils ne portait pas un prénom musulman. A cause de cela, vous auriez décidé de quitter la Grèce pour venir au Luxembourg.

Il résulte du rapport de police vous concernant, Monsieur, que vous auriez quitté clandestinement l'Iran pour aller à Athènes où vous auriez vécu pendant trois ans et huit ou neuf mois. Vous ne vous seriez pas inscrit légalement en Grèce de peur d'être rapatrié en Iran par les autorités grecques. Ayant eu des ennuis en Grèce, vous seriez parti rejoindre votre épouse au Luxembourg.

Madame, il résulte de vos déclarations à l'agent ministériel que vous auriez quitté l'Iran en 2005 pour aller en Grèce. Vous expliquez que vous auriez vécu dans un quartier arménien et

que vous auriez fréquenté, dès l'âge de 15 ou 16 ans des chrétiens arméniens. Vous auriez trouvé cette communauté gentille et tranquille et vous auriez eu des affinités pour eux. Vous auriez parlé à l'école de vos penchants pour le christianisme et vous dites que les autorités de l'école vous auraient demandée de quitter l'établissement. Quand vous auriez fait la connaissance de votre mari dans son magasin de vêtements, vous lui auriez parlé de vos amis chrétiens et il se serait aussi intéressé à cette religion. Vous auriez commencé à fréquenter les maisons de chrétiens qui servaient d'églises. Votre mari aurait commencé à distribuer des CD de prêches et des livres sur le christianisme. Un jour, il aurait été interpellé par des agents du Service de renseignement qui lui auraient demandé si cette documentation était à lui. Il aurait répondu qu'un client l'avait oubliée dans son magasin. Les autorités auraient fermé le magasin et apposé les scellés dessus pendant leur enquête. N'ayant rien trouvé, elles auraient classé l'affaire sans suite et ré-ouvert le magasin. En juillet / août 2005, la police aurait perquisitionné dans l'une des maisons qui servaient d'église et ils auraient interrogé des gens. Ceux-ci auraient donné vos noms et la police se serait présentée à votre domicile pour demander après votre mari. Sa famille vous aurait alors conseillé de quitter l'Iran. Vous vous seriez cachés chez votre sœur pendant deux semaines puis vous auriez quitté l'Iran. Vous seriez allés en Grèce. Vous affirmez qu'en Grèce, vous auriez eu des problèmes aussi. Vous vous seriez convertie avec votre époux à la religion chrétienne protestante dans ce pays mais, après cela, un groupe de personnes envoyé par l'ambassade d'Iran aurait tabassé votre mari car il aurait fait du prosélytisme pour l'église. La première fois, le 20 février 2007, alors que vous étiez chez vous avec votre mari, trois hommes auraient surgi et frappé votre mari avec des bâtons. Comme vous étiez enceinte, vous auriez accouché le lendemain prématurément de votre fils. La deuxième fois, ils lui auraient tendu un guet-apens dans la rue et la troisième fois, ils auraient à nouveau sonné chez vous. D'après vous, votre mari pense avoir été dénoncé par quelqu'un qui aurait fréquenté l'église en même temps que vous. Le même genre de chose serait arrivé dans une autre église.

Vous, Monsieur, vous exposez que vous auriez eu deux magasins de confection à Téhéran. Vous auriez fait votre service militaire en 1993 ou 1994. Vous confirmez le récit de votre épouse en ce qui concerne vos ennuis en Iran, à savoir la perquisition des autorités dans votre magasin, la fermeture de celui-ci et le classement sans suite de l'affaire. Vous précisez que les autorités n'auraient trouvé qu'un seul CD contenant des prêches d'un pasteur américain, ce qui confirmait votre version comme quoi ce CD avait été oublié par un de vos clients. En plus, vous précisez que vous ignoriez le contenu de ce CD. Vous confirmez aussi que vous n'affichiez pas votre nouvelle religion en public en Iran mais vous en parliez parfois avec certains de vos bons clients. Vous affirmez cependant que les autorités iraniennes auraient été au courant de votre conversion.

Quant à vos problèmes en Grèce, vous expliquez que vous n'auriez pas voulu vous y régulariser car la Grèce renvoie les Iraniens chez eux. Cependant, vous auriez pu y travailler au noir pendant presque quatre ans. Vous expliquez qu'à votre arrivée en Grèce, vous auriez fréquenté une église de personnes parlant farsi. Vous auriez tenu des prêches pour les émigrés sur la place du marché. Après avoir reçu quelques menaces par téléphone, vous auriez été agressé une première fois chez vous, le 20 février 2007. A la naissance de votre enfant, vous auriez fréquenté une autre église, l'église Vous auriez aussi commencé à faire du prosélytisme. C'est à cette occasion que vous auriez été frappé dans la rue. Début décembre 2008, des personnes auraient encore une fois sonné chez vous. Vous n'auriez pas ouvert et ils auraient tambouriné sur la porte en proférant des menaces contre votre épouse et votre enfant. Vous auriez alors décidé de quitter la Grèce mais, comme vous n'aviez pas assez d'argent pour

tous, votre femme et votre enfant seraient partis les premiers. Après leur départ, vous vous seriez caché chez le pasteur Ce pasteur et deux autres pasteurs auraient reçu une lettre de menace disant que tous les apostats iraniens devenus chrétiens allaient être exécutés. Le pasteur ... aurait prévenu les autorités du Vatican, les USA, Israël, le Royaume-Uni et la police anti-terroriste grecque. Il aurait aussi organisé une collecte pour que vous puissiez quitter la Grèce. Vous auriez alors pu prendre un vol Athènes / Bruxelles avec un faux passeport. Vous précisez que les autorités grecques seraient débordées de problèmes internes, que ce pays n'accepterait pas les réfugiés et que les autorités iraniennes y auraient un grand pouvoir.

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière des demandeurs qui doivent établir, concrètement, que leur situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Or, les faits que vous alléguiez ne sauraient constituer un motif justifiant la reconnaissance du statut de réfugié, puisqu'ils ne peuvent, à eux seuls, établir dans votre chef une crainte fondée d'être persécuté dans votre pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1er, section 1, § 2 de la Convention de Genève, ainsi que les articles 31 et 32 de la loi précitée du 5 mai 2006.

En effet, je relève d'abord qu'en Iran, hormis la perquisition dans votre magasin, Monsieur, vous n'avez pas été directement inquiété. Cette affaire ayant été classée, votre affirmation comme quoi vous seriez recherché en Iran reste à l'état de simple supposition et n'est basée sur rien de concret. Quant à vous, Madame, vous n'y avez pas non plus connu de problèmes particuliers. Je note aussi que, quand vous parlez de votre fréquentation de l'église en Iran, vous dites d'abord que vous y seriez allée environ une fois par mois mais, plus loin, vous dites y avoir été deux ou trois fois seulement. Quoiqu'il en soit, l'un comme l'autre vous agissiez dans la clandestinité.

De plus, il résulte de nos recherches que, même si, en théorie le Code pénal punit de mort l'apostasie, il n'y a pas eu d'exécution ces dernières années. Le Christian Solidarity Worldwide, dans un rapport de juillet 2008 (cité dans le rapport Home Office d'août 2009) précise : « Muslim converts to Christianity are still the most vulnerable among Christian community in Iran. However, the death penalty is not applied and there are vibrant house and public churches that are mostly formed by converts. Even though converts are able to continue their faith and meet with others; converts who are in leadership positions and lead Christian ministries face serious risk of detention, intimidation, imprisonment and extra-judicial physical harm." Or, vous n'étiez ni l'un ni l'autre dans une position exposée puisque vous n'étiez même pas officiellement convertis pendant votre vie en Iran. Le Landinfo report 2009 note que : « In practice, Iranian Muslims who convert to Christianity largely live in the same way as those who are born to Christian parents. However, it is a precondition for avoiding problems that converts behave discreetly, allow religious practice to take place within the confines of the religious community and otherwise treat their faith as a private matter, which most of them do."

En ce qui concerne vos problèmes en Grèce, je relève que vous n'avez jamais cherché à vous déclarer aux autorités grecques ni à y rechercher la moindre protection. Je relève aussi que vous, Madame, avez tenté de déclarer la naissance de votre enfant à l'Ambassade d'Iran à Athènes, alors qu'il semble que, quelque temps plus tôt, votre époux aurait été agressé par des gens de cette même ambassade. Ceci laisse planer un doute quant à la véracité de vos récits.

Ainsi, vous n'alléguez aucun fait susceptible d'établir raisonnablement une crainte de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social, susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne sont par conséquent pas remplies.

En outre, vos récits ne contiennent pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptibles de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international. Ils ne justifient donc pas la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire.

Vos demandes en obtention d'une protection internationale sont dès lors refusées comme non fondées au sens de l'article 19§1 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

La présente décision vaut ordre de quitter le territoire. [...] »

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 22 mars 2010, les consorts ...-... ont fait introduire un recours tendant à la réformation de la décision précitée du ministre du 20 janvier 2010, par laquelle ils se sont vus refuser la reconnaissance d'un statut de protection internationale, et un recours tendant à l'annulation de la décision du même jour, incluse dans le même document, portant à leur égard ordre de quitter le territoire.

1. Quant au recours tendant à la réformation de la décision de refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi modifiée du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de demandes de protection internationale déclarées non fondées, un recours en réformation a valablement pu être dirigé contre la décision ministérielle déférée, lequel recours est également recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de leur recours, les consorts ...-... exposent les faits et rétroactes de leurs demandes en obtention d'une protection internationale et reprochent au ministre de s'être livré à une appréciation erronée des faits d'espèce, en ce sens que ce serait à tort que le ministre est arrivé à la conclusion que ces mêmes faits ne justifiaient pas dans leur chef une crainte justifiée de persécution.

En effet, la lecture de leur dossier administratif démontrerait que leurs droits garantis tant par la Déclaration universelle des droits de l'homme que par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques auraient été violés par les autorités iraniennes dans la mesure où la loi traditionnelle de leur pays d'origine serait basée sur le Coran qui punirait les musulmans se convertissant au christianisme que ce soit en Iran ou ailleurs. En Iran, outre l'application de la loi « *charia* » aux musulmans qui se sont convertis au christianisme, la conversion au christianisme serait perçue par les autorités étatiques et par les lois applicables comme une conduite punissable qui serait criminalisée pour des raisons idéologiques. Ainsi, le régime iranien condamnerait les coupables d'apostasie à la peine de mort. En l'espèce, les demandeurs auraient quitté leur pays d'origine en raison de leurs craintes permanentes de persécution rendant leur vie intolérable au sens des dispositions de la Convention de Genève. La lecture de leurs auditions mettrait en évidence que les demandeurs auraient invoqué des faits personnels de persécution en raison de leur appartenance à un groupe vulnérable. Ils en concluent qu'ils risquent la peine de mort en cas de retour dans leur pays d'origine. D'autre part, Madame ... aurait été expulsée de son lycée tandis que Monsieur ... aurait été interpellé lors d'une persécution effectuée dans son magasin par des agents du Service de renseignement en raison du fait qu'il aurait possédé des CDs de prêches et des livres sur le christianisme, entraînant la fermeture du magasin. Par ailleurs, lors du séjour des demandeurs en Grèce, lors duquel ils auraient été officiellement baptisés et Monsieur ... aurait continué ses activités de prosélytisme, des agents iraniens auraient commencé à les menacer et agresser physiquement à trois reprises. Ainsi, les harcèlements, les menaces téléphoniques et les agressions auraient persistés jusqu'à leur départ de Grèce.

Concernant la gravité des actes subis, les demandeurs font plaider que leur conversion au christianisme et leur activité de prosélytisme suivies de menaces téléphoniques et physiques seraient, de part leur nature et leur caractère répété, à qualifier de violations graves de leurs droits fondamentaux conformément à l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006.

Quant à l'allégation du ministre que la peine de mort pour apostasie ne serait plus exécutée en Iran, les demandeurs renvoient à un article prétendument apparu le 3 février 2010 selon lequel 13 chrétiens auraient été arrêtés par les autorités iraniennes depuis Noël et la loi islamique serait d'application stricte impliquant la punition de l'apostasie de la peine capitale.

En ce qui concerne le reproche de ne pas avoir recherché la protection des autorités grecques, les demandeurs font valoir que le ministre ne contesterait pas que les droits des demandeurs d'asile n'y seraient pas respectés, ce qui serait d'ailleurs confirmé par divers rapports d'organisations non-gouvernementales, que les demandeurs omettent cependant de citer ou de désigner.

Se basant sur un rapport d'Amnesty International de 2009, les demandeurs entendent prouver la situation difficile des droits de l'homme en Iran ainsi que l'existence des actes de torture et de mauvais traitements fréquents dans les centres de détention pour en conclure qu'ils risqueraient des représailles en cas de retour par les autorités iraniennes sans pouvoir bénéficier d'une quelconque protection.

Quant à la protection subsidiaire, ils réaffirment le manque de sécurité en Iran et le fait de ne pas bénéficier d'une protection efficace de la part des autorités. Ils estiment qu'ils

s'exposeraient à des atteintes graves, notamment à des actes de torture sinon de traitements inhumains, de sorte à être fondés à se prévaloir de la protection subsidiaire.

Le délégué du gouvernement fait valoir que même si le Code pénal iranien punirait de mort l'apostasie, il n'y aurait pas eu d'exécution ces dernières années. D'autre part, il résulterait de l'audition des demandeurs qu'ils auraient agi dans la clandestinité et qu'ils n'auraient pas été inquiétés hormis une perquisition de leur magasin, qui se serait par ailleurs soldée par le classement de l'affaire. Quant à la requérante, elle n'aurait pas non plus connu de problèmes particuliers même si elle attribuerait à son intérêt pour la religion chrétienne le fait d'avoir dû quitter un établissement scolaire. Il souligne d'autre part que les demandeurs auraient pris contact avec les autorités iraniennes en Grèce pour y déclarer la naissance de leur enfant, et que cette démarche, même si elle n'aurait pas abouti, démontrerait que les demandeurs ne sembleraient pas craindre les autorités de leur pays d'origine. Concernant les problèmes connus en Grèce, le délégué du gouvernement fait valoir que les demandeurs n'auraient pas recherché la protection des autorités grecques et qu'ils y seraient restés plusieurs années dans la clandestinité. Quant à l'irruption de trois hommes chez eux en 2007 et en 2008 et de la tentative de guet-apens, il fait valoir que ces événements ne sauraient être pris en compte étant donné qu'ils ne se seraient pas produits en Iran, mais en Grèce. En effet, une demande de protection internationale devrait s'apprécier au regard du pays d'origine et non pas d'un pays tiers dans lequel le demandeur de protection internationale a vécu clandestinement.

Aux termes de l'article 2 a) de la loi modifiée du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « réfugié » est définie par l'article 2 c) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner (...)* ».

Le tribunal, statuant en tant que juge du fond en matière de demande de protection internationale, doit procéder à l'évaluation de la situation personnelle du demandeur, tout en prenant en considération la situation, telle qu'elle se présente à l'heure actuelle dans le pays de provenance. Cet examen ne se limite pas à la pertinence des faits allégués, mais il s'agit également d'apprécier la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur.

Il se dégage à ce propos du libellé de la décision déferée et du mémoire en réponse du délégué du gouvernement que la partie étatique émet des doutes quant à la véracité du récit des demandeurs au motif que Madame ... aurait tenté de déclarer la naissance de leur enfant à l'Ambassade d'Iran à Athènes, alors que son époux aurait prétendument été agressé par des agents de cette même ambassade.

Si une telle démarche peut en effet susciter des doutes quant à une démarche cohérente de la part des demandeurs, une telle contradiction n'est cependant pas de nature à ébranler la crédibilité de leur récit dans sa globalité, de sorte que le moyen afférent laisse d'être fondé. Etant donné qu'aucun autre élément n'est mis en avant par la partie étatique pour ébranler la crédibilité du récit des demandeurs, il y a lieu de retenir que ce dernier est véridique.

Quant à la prise en compte des événements s'étant déroulés en Grèce, force est au tribunal de constater que s'il est vrai que tant la loi du 5 mai 2006, notamment en ses articles 2 c), 26 (3) a) et d) ou encore ses articles 27 (1) et 30 (1), que la Convention de Genève sont centrées autour de la notion de pays d'origine, qui est défini à l'article 2 m) de la loi du 5 mai 2006 comme « *le pays ou les pays dont le demandeur a la nationalité* », et s'il est encore exact que la question de savoir si un étranger craint avec raison d'être persécuté doit être examinée par rapport au pays dont celui-ci a la nationalité, de sorte que l'intéressé n'éprouvant aucune crainte vis-à-vis du pays dont il a la nationalité peut attendre de celui-ci qu'il lui procure une protection adéquate et n'a pas besoin d'une protection internationale,¹ les faits à prendre en considération pour analyser si le demandeur craint avec raison d'être persécuté dans son pays d'origine ne sauraient ni se limiter dans le temps aux événements intervenus lors de son séjour dans son pays d'origine ni dans l'espace aux événements intervenus sur le territoire de son pays d'origine. Ainsi, exclure par principe tout fait s'étant produit en dehors de son pays d'origine contreviendrait tant à l'esprit qu'à la lettre de la loi du 5 mai 2006. En effet, aux termes de l'article 27 : « *(1) Une crainte fondée d'être persécuté ou un risque réel de subir des atteintes graves peut s'appuyer sur des événements ayant eu lieu depuis le départ du demandeur du pays d'origine.*

(2) Une crainte fondée d'être persécuté ou un risque réel de subir des atteintes graves peut s'appuyer sur des activités exercées par le demandeur depuis son départ du pays d'origine, en particulier s'il est établi que les activités sur lesquelles cette demande se fonde constituent l'expression et la prolongation de convictions ou d'orientations affichées dans le pays d'origine. ».

Il en découle que tant des événements ayant eu lieu depuis le départ des demandeurs du pays d'origine que des activités exercées par les demandeurs depuis leur départ du pays d'origine, en particulier si ces activités constituent l'expression et la prolongation de convictions ou d'orientations affichées dans le pays d'origine peuvent être pris en considération dans le cadre de l'examen d'une demande de protection internationale.

Cependant, l'article précité exclu en son paragraphe 3 les : « *circonstances que le demandeur a créées de son propre fait depuis son départ du pays d'origine.* »

La seule limitation de temps et d'espace que la notion de pays d'origine engendre en la présente matière est celle que le demandeur d'asile doit craindre avec raison d'être persécuté dans son pays d'origine en cas de retour. Si tel n'est pas le cas il n'a pas besoin d'une protection internationale et il n'est pas à considérer comme réfugié.

Il suit des développements qui précèdent qu'étant donné que la foi chrétienne des demandeurs et leur activité de prosélytisme tant en Iran qu'en Grèce, non utilement contestées

¹ Voir en ce sens TA 15 décembre 2004, n°18573 du rôle, Pas. adm. 2009, v° Etrangers, n° 78.

par la partie étatique, constituent l'expression et la prolongation de convictions ou d'orientations religieuses affichées dans le pays d'origine et ne constituent dès lors pas de circonstances que les demandeurs ont créées de leur propre fait depuis leur départ du pays d'origine, ils sont à prendre en considération dans le cadre de la présente procédure ensemble avec les actes prétendument commis par des agents de l'Ambassade iranienne à Athènes, de sorte que le moyen afférent laisse d'être fondé.

Il résulte des éléments du dossier que les demandeurs ont été inquiétés par les autorités de leur pays d'origine en raison de leur conversion à la religion chrétienne, même si l'affaire fut ensuite classée sans suite faute de preuves de l'activité de prosélytisme du demandeur, qu'ils ont fait l'objet d'agressions verbales et physiques lors de leur séjour en Grèce par des agents de l'ambassade de leur pays d'origine en raison de leur activité de prosélytisme et, finalement, étant donné que le sort réservé par les autorités iraniennes aux personnes « *coupables* » d'apostasie n'a pas pu être éclairci par les parties dans le cadre de la présente procédure, le tribunal conclut que les demandeurs craignent avec raison d'être persécutés en raison de leur religion en cas de retour dans leur pays d'origine. En effet, en l'espèce les demandeurs ont fait l'objet d'atteintes concrètes contre leur intégrité physique et morale par les autorités de leur pays d'origine, de sorte que leur crainte d'être persécutés dans leur pays d'origine en cas de retour en raison de leurs convictions religieuses est fondée.

Il résulte des développements qui précèdent et en l'état du dossier et des moyens échangés de part et d'autre que les demandeurs prétendent à juste titre à la reconnaissance du statut de réfugié dans leur chef et que la décision déférée encourt la réformation en ce sens, sans qu'il n'y ait lieu d'analyser plus en avant les autres moyens des demandeurs.

L'analyse de la demande subsidiaire en obtention de la protection subsidiaire et du refus afférent du ministre devient, au vu de la conclusion ci-avant, surabondante.

2. Quant au recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi modifiée du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire, une requête sollicitant l'annulation de pareil ordre contenu dans la décision déférée du 12 février 2009 a pu valablement être dirigé contre la décision ministérielle entreprise. Le recours en annulation ayant été introduit par ailleurs dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

Aux termes de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006, une décision négative du ministre prise dans le cadre de la procédure accélérée vaut ordre de quitter le territoire.

Dans la mesure où le tribunal vient, tel que développé ci-dessus, de retenir que les demandeurs sont fondés à se prévaloir de la protection subsidiaire et que la décision de refus de la protection subsidiaire est à réformer dans cette mesure, il y a lieu d'annuler l'ordre de quitter le territoire tel que contenu dans la décision ministérielle déférée.

Par ces motifs;

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours en réformation contre la décision ministérielle du 20 janvier 2010 portant refus d'un statut de réfugié et d'une protection subsidiaire,

au fond, le déclare justifié,

partant, par réformation, accorde à Monsieur ..., à Madame ... ainsi qu'à leur fils ... le statut de réfugié au sens de la Convention de Genève,

reçoit encore en la forme le recours en annulation introduit contre l'ordre de quitter le territoire,

au fond, le déclare justifié,

partant, annule l'ordre de quitter le territoire contenu dans la décision ministérielle déferée,

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 18 août 2010 par :

Marc Sünner, premier juge,
Claude Fellens, premier juge,
Thessy Kuborn, juge,

en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Marc Sünner

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 18.08.2010

Le Greffier du Tribunal administratif